

Martin O'CONNOR.- Je vais faire une conférence classique, donc pas besoin de PowerPoint.

Tout d'abord, excusez-moi d'être arrivé en retard. J'ai été pris dans les bouchons pendant une heure et demie. Comme dans ma petite économie solidaire et familiale, la maman est partie vers d'autres fonctions, c'est un peu compliqué.

Je vais essayer de développer un certain nombre de suggestions sur l'articulation possible, impossible ou simplement nécessaire entre une vision du développement durable et un certain nombre de principes d'orientation de l'économie sociale. Je connais très bien l'histoire, la préhistoire et l'actualité du développement durable. Je crois que c'est ce que vous vouliez que j'utilise comme tremplin. Je connais de manière beaucoup plus diffuse les préoccupations de l'économie sociale car je ne suis pas un spécialiste du sujet au sens académique.

En revanche, j'ai vécu très loin de la France, en Nouvelle-Zélande. J'ai grandi pendant les années 1970, à l'époque où des mouvements au sein de la société prônaient précisément la sortie de certaines tendances, notamment la croissance. La croissance était déjà, à ce moment-là, tout le monde le sait, mise en cause. Elle était considérée comme impossible et peut-être pas désirable. Pourquoi pas désirable ? Parce que l'orientation vers la croissance économique était visiblement associée en Occident, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis comme en Europe occidentale, à une société agissant selon une certaine pratique. Vous avez cité ce pauvre M. Friedman et ses caricatures sur les responsabilités, la liberté et même l'entreprise. La pratique pointée était essentiellement la poursuite par chacun de son intérêt. Je ne parle pas de son intérêt propre mais de son intérêt commercial. Ce que Marx appelait gentiment « profit » et le profit accumulé sont devenus la loi et les prophètes...

L'obligation et la légitimité de poursuivre son intérêt commercial se traduit dans une vision d'accumulation, avec un indicateur qui est devenu plus ou moins universel après la deuxième guerre mondiale : le PNB par tête. La croissance du mouvement, associée à chaque personne, avec au moins un revenu par personne, représente prétendument un pouvoir d'achat par personne et donc une certaine qualité de vie. Ce calcul est devenu une référence depuis 60 ans et, malgré les nombreuses tentatives de la briser, de la relativiser, de la compléter, elle demeure. Nous le savons. Je suis donc né et j'ai grandi avec ces questionnements autour de la croissance et du commerce comme principaux référents de la vie moderne.

Je vais essayer d'indiquer les enjeux du développement durable et de l'économie sociale à travers une anecdote. Je fais exprès de m'éloigner. Je suis très loin du modèle économique et très loin de la culture universitaire. Je m'appuie sur une anecdote – une parabole, si on veut – rapportée dans un ouvrage intitulé en anglais *The Gift, Le don*. L'écrivain a certainement été

fort inspiré par la littérature anthropologique, associée en France au nom de Marcel Mauss. Je vais essayer de suggérer ce qui, pour certains d'entre vous, j'en suis persuadé, est déjà une évidence : il est nécessaire de revenir sur ces préoccupations dans la perspective d'une réciprocité élargie si nous voulons penser, d'une part, le développement durable et, d'autre part, l'économie sociale et solidaire. Je vais expliquer pourquoi avec mon anecdote. Nous verrons si cela fonctionne.

Dans son ouvrage, Lewis Hyde aborde des pratiques et des concepts qu'on appelle parfois économie du don ou anthropologie des sociétés avec une pratique et des principes de réciprocité élargie. Il y a beaucoup de façons d'évoquer cela. Il prend un exemple, celui de l'économie de la pêche au Canada où, en quelques décennies, on a détruit les réserves de poissons en même temps que le sentiment de réciprocité avec les poissons.

Voici l'anecdote. Il rapporte que les tribus qui habitaient l'ouest du Canada jusqu'en Alaska accueillait chaque saison l'arrivée des premiers saumons et des premières truites, qui remontaient les fleuves. Le premier poisson qui arrivait était accueilli cérémonieusement. On dressait une table, on faisait la fête, on décorait le poisson avec des épices et des rubans de toutes les couleurs. On chantait et on dansait toute la nuit. C'était une façon de dire : « Merci d'être revenus ». Les poissons étaient alors considérés comme une tribu cousine. Si on demandait quel était le sens de tout ce rituel, ils expliquaient que c'était pour honorer les poissons. Ils mangeaient, puis ils restituaient les restes au fleuve. Lors d'une cérémonie, ils les jetaient dans l'eau en signe de reconnaissance, pour dire qu'ils avaient conscience que c'était un don de venir et d'accepter d'être mangé. Tout cela, c'est du folklore, n'est-ce pas ? Ce sont des pensées et des sentiments primitifs, qui reflètent une sensibilité à la magie. C'est l'esprit sauvage qui n'est pas encore raisonné. Oui, nous le savons. Mais heureusement, comme pour la majorité des êtres humains, il subsiste un peu de cela en nous.

Lewis Hyde a repris cette réflexion, disant qu'on pouvait considérer tout cela comme de la superstition et rien de plus, le folklore de cultures archaïques, dépassées, mais qu'il fallait tout de même reconnaître un fait. Au moment où l'être humain a brisé ces pratiques, au moment où il a substitué sa vision à cette relation réciproque – qui exprimait symboliquement, socialement et publiquement le respect de l'être humain, son appréciation et sa dépendance envers la tribu des poissons – que s'est-il passé ? Nous le savons : une usine a été construite sur chaque fleuve pour mettre en conserve les poissons et en quelques décennies, les réserves ont été détruites.

Cela montre qu'une fois la structure de réciprocité affirmée écartée, on ouvre tout simplement la voie à ce que M. Friedman a désigné, je crois, comme la poursuite de la rentabilité de

l'entreprise. Un siècle plus tard, nous voyons que nous avons obtenu le résultat préconisé par M. Friedman, à savoir la démolition de l'économie de la pêche. Ce qui a été une catastrophe, à la fois pour le poisson et pour les entreprises concernées. Si nous avions été en France, ils seraient accourus auprès du gouvernement pour dire qu'il faut des plans sociaux ou je ne sais quoi.

La question qui est posée au travers de cette anecdote est la suivante. Si nous ne voulons pas suivre la voie anthropologique qui met en avant une relation de connaissance, de connivence, de solidarité, de culture, entre les tribus de poissons et les tribus d'êtres humains, il faut peut-être réfléchir à d'autres façons de construire des pratiques de réciprocité élargie. Sans elles, nous risquons tous de nous retrouver, soit les poissons, soit les entreprises, complètement démolis. Les entreprises ne sont rentables « sauvagement » que pour un certain temps. Par la suite, elles sombrent dans la misère car elles ne génèrent pas une richesse durable.

Cet exemple est resté dans mes souvenirs. Je l'utilise assez souvent dans mes enseignements. Il me semble bien adapté pour montrer où se trouve une interface possible et, comme je l'ai dit, nécessaire et difficile, entre une vision de l'économie sociale et une vision du développement durable.

Il existe plusieurs façons de construire, de représenter et de définir le développement durable. Je ne vais pas retracer l'histoire ni des littératures ni des politiques sur le sujet. Je vais simplement dégager deux ou trois grandes lignes pour mettre en avant une façon possible et utile de répondre au défi d'un développement durable. En expliquant cette prospective, je peux également – mais ce n'est pas pour aujourd'hui – défendre la position de Serge Latouche, qui dénonce depuis 30 ans les déboires du développement comme idéologie ou concept. Il a également dénoncé la misère du concept de développement durable comme dernière emprise de la technocratie occidentale sur les difficultés de coexistence sur la planète... Il a un peu raison. De plus, c'était mon directeur de DEA donc je l'apprécie beaucoup. Moi qui viens de Nouvelle-Zélande, j'ai rencontré beaucoup de professeurs intéressants en France et j'ai la liberté de les apprécier car je ne suis pas attaché à une école.

Cela dit, je n'adopte pas exactement cette dimension de l'argument, même si je crois qu'elle mérite d'être prise au sérieux. Je ne crois pas que la porte de sortie que Serge Latouche a trouvée dans la décroissance était particulièrement heureuse. Mais je comprends pourquoi il a voulu essayer de retrouver un peu de société, pour ne pas rester complètement seul jusqu'à la fin de ses jours, en dénonçant le développement dans son coin.

Toutefois, le développement durable ne consiste pas seulement à trouver une croissance durable ou même une croissance zéro durable. En économie, depuis qu'on énonce les soi-

disant limites écologiques à la croissance, ces limites consistent globalement en une pénurie de ressources entrant pour l'activité économique. Il faut se nourrir et il faut évacuer les déchets. Il y a donc deux contraintes. Soit il n'y a pas assez pour se nourrir, soit, en évacuant les déchets, on pollue, on dégrade, on contamine l'habitat et on finit par se faire tuer parce que l'environnement qui est notre lieu d'habitation devient insupportable. L'hospitalité naturelle de la planète est dégradée.

Certains ont préconisé de trouver un sentier pour le pouvoir d'achat des uns et des autres qui évite de passer par une croissance puis une chute brutale. C'est le célèbre *grow and pass*. Ils redécouvraient le problème de l'usine à poissons au Canada. Il faut donc éviter le *crash*. C'est une chose de le dire mais comment le faire dans un modèle économique trop simple ? Depuis les années 1970, le discours consiste à dire que, s'il y a des contraintes du côté des ressources naturelles et des limites du côté de l'environnement dans la réception et l'assimilation des déchets, il est possible, grâce à un certain nombre de coefficients de substitution et de changements technologiques, de construire un trajet de niveau de consommation économique non décroissant. C'est un modèle.

Ce qui est beaucoup moins discuté en matière de littérature économique, c'est ce qui se passe à l'intérieur d'une société si on s'oriente vers ce qu'on appelle un trajet de croissance zéro. Et nous sommes maintenant en 2012, pas en 1972 ! J'ai été formé, comme beaucoup d'entre vous, au moment des débats des années 1970 et 30 ou même 40 ans plus tard, on constate les catastrophes décrites. Je laisse de côté la question de savoir si l'indicateur a un sens. J'ai des collègues qui travaillent dans les statistiques au niveau français, européen et international, y compris sur la comptabilité dite verte. Pour eux, la question n'est pas de savoir si ce qu'on mesure a un sens et si l'indicateur a un sens.

Si nous avons un taux de croissance qui diminue de 1 % ou 1,5 % par an, nous sommes en très mauvaise posture. C'est l'avis de beaucoup. En l'occurrence, c'est le cas car nous sommes à l'intérieur d'une société où la capacité de faire circuler le revenu, la capacité de faire entrer les personnes dans les circuits et les transactions – qui sont autant des transactions sociales que commerciales – la capacité d'intégrer les gens dans ces circuits est asphyxiée dans le type de société et d'économie que nous avons, si nous n'avons pas une certaine croissance.

Dans les années 1970, la question suivante a été évoquée : est-il possible d'avoir une activité économique durable, de ne pas épuiser trop vite les ressources naturelles, de s'appuyer plutôt sur les ressources dites renouvelables et d'être respectueux de la fragilité redécouverte de

notre environnement ? Comme vous l'avez rappelé dans votre introduction, on redécouvrait progressivement différentes facettes du développement durable.

Je vais résumer de manière très schématique ce qui s'est produit. On a dit qu'il fallait – formule du rapport Brundtland – que l'activité économique actuelle n'engendre pas la destruction des opportunités pour les générations futures. Je traduis : il s'agit de trouver un moyen d'assurer une solidarité, une coexistence, une compatibilité entre génération présente et génération future, encore inexistante mais présumée.

Au moment du mouvement populaire dénonçant la destruction de la nature, l'un des ouvrages qui a marqué l'Occident s'intitulait en français *Printemps silencieux*, *Silent Spring*. Il a été publié en 1962 par un scientifique qui avertissait de ce que certains avaient déjà remarqué : la généralisation de produits toxiques dans l'environnement allait entamer ce qu'on appelle aujourd'hui la biodiversité.

Voulons-nous concilier le développement – quel que soit le sens interne de ce terme – avec l'opportunité d'existence des espèces, des écosystèmes et des espaces naturels non humains ? Cette question a déjà été explicitement posée par un économiste, John Stuart Mill. Réputé grand défenseur de l'économie libérale, il traite pourtant longuement dans son livre sur *Les principes d'économie politique*, publié en 1848, des capacités à anticiper la disparition des espaces sauvages, de la richesse de la vie naturelle et des paysages. D'après lui, si nous n'arrivons pas à relativiser l'esprit de concurrence par un principe de sympathie qui pousse vers la réciprocité au sein de la société, nous n'allons pas seulement renouveler une couche de misère sociale mais nous allons progressivement entraîner une pénurie de ressources pour les générations futures. Nous allons démolir la richesse de la vie humaine. Tout cela était déjà écrit en 1848.

Ajoutons que je viens d'une société dite biculturelle. Pas d'une société qui est le produit d'un reflux colonial, comme la France, mais plutôt d'une société avec une immigration européenne, principalement britannique. Mon nom d'ailleurs, O'Connor, me trahit. C'est un nom irlandais, donc pas britannique.

Nous coexistons auprès d'un peuple polynésien, les Maori, connu pour son hakka au rugby. C'est un peuple qui a eu l'intelligence de mener une bataille à la fois symbolique et militaire pour ne pas être exterminé, comme cela a été malheureusement le cas de bien d'autres peuples. Avec ce passé, nous avons établi les principes d'une société biculturelle. Nous sommes même fiers d'avoir un traité, qui est un instrument de gouvernance, affirmant cette réciprocité entre deux peuples, avec deux traditions culturelles différentes. La coexistence

d'une pluralité culturelle illustre aussi le principe du développement durable. Nous rencontrons une petite difficulté, comme en France, qui est de faire coexister les diversités religieuses. Sans en dire plus, cela pose un certain nombre de problèmes car les gens ne se veulent pas toujours de cette diversité.

Une fois ces différents éléments pris en compte, le développement durable devient un défi. Il peut être considéré comme une utopie, mais une utopie au sens positif. Ce peut être une façon de structurer la réflexion. Cela signifie que devant des problèmes de coexistence, c'est-à-dire des situations d'impossibilité, des conflits, des collisions, des inadéquations, des *crashes* d'opportunités, quand on n'arrive pas à avancer, la question qui se pose est : quoi soutenir ? Pour qui ? Pourquoi ? Je répète : soutenir quoi ? Pour qui ? Pourquoi ? Telle est la question qui se pose et forcément, la réponse est qu'on ne va pas soutenir certains horizons d'avenir, certaines valeurs, certains fonds de communautés. Cela veut dire que c'est humain, que c'est futur, que c'est entre nous.

Le problème du choix social – magnifiquement évacué par M. Friedman – ou le problème de choix collectif pose la question du bon arbitrage entre le cœur et la raison. Il s'agit de trouver une façon de naviguer à l'intérieur de ces choix rigoureusement impossibles. Impossibles au sens où l'entendent les Prix Nobel Kenneth Arrow et Amartya Sen : les grands choix collectifs ne peuvent être justifiés en faisant appel à des principes universels car soit on aura des principes contradictoires, soit aucun choix ne sera possible. C'est cela, le théorème de l'impossibilité.

Le défi du développement durable consiste à se poser la question suivante : pouvons-nous trouver une façon de vivre ensemble, avec les girafes, les papillons, les forêts tropicales, les voisins qu'on déteste, et même avec les générations futures ? On veut bien apprécier d'avance les générations futures, mais comme l'a dit Arthur Max* : Pourquoi devrais-je me soucier de l'avenir ? Qu'est-ce que l'avenir a fait pour moi ?

C'est le problème d'une générosité non réciproque. Il faut donner à l'avenir sans attendre que l'avenir nous le rende, sauf symboliquement. De ce point de vue, le développement durable consiste à vouloir socialement, publiquement, politiquement et économiquement poser cette question : suis-je prêt à discuter et à chercher un compromis pour vivre ensemble plutôt qu'à sortir mon fusil pour tirer le plus vite ? C'est un questionnement, un défi sur le plan moral et ethnique. Si ce n'est pas cela, alors c'est très peu de choses.

Je fais partie des économistes qui, depuis 30 ans, suivent les questionnements autour de ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie verte. De quoi s'agit-il ? J'étais à Rio juste avant le

grand *jamboree* mais je ne suis pas resté. J'étais avec plusieurs collègues mais j'ai dit que je ne pouvais pas, que j'avais ma famille et c'était vrai. Une controverse était alors d'actualité : cette vision de l'économie verte et de la croissance verte ne trahit-elle pas un certain nombre de préoccupations et de valeurs ? Je répondrai simplement : pour nous, oui. Ce n'est pas toujours voulu mais oui. La trahison est une erreur au cœur de beaucoup d'efforts honorables. Nous pourrions discuter pour voir en quoi c'est une erreur mais je ne veux pas développer cela longuement.

Pour moi, la raison est très simple. Elle vient de la manière d'internaliser les externalités, qui passe en partie par la notion de prix : mettre le bon prix sur les ressources naturelles, sur la biodiversité, sur l'évolution... Que j'aime cela ou pas, j'ai étudié ce type de questions au niveau de l'analyse du discours, de la structure sémantique, des mathématiques. J'ai étudié ces questions pour voir s'il était possible de sortir de cette camisole de force. Cela peut-il initier, induire pour les uns et les autres une relation de réciprocité, d'ouverture élargie vers la nature, vers autrui et vers les autres générations ? Ma réponse est : non, cela ne fonctionne pas. Ce n'est pas la bonne structure de signal. On va peut-être réduire la vitesse de destruction de certains habitats, le niveau et la vitesse de production de certains types de contamination, mais on ne va pas affirmer que la richesse – comme l'a dit Jonathan Swift, je crois, il y a plusieurs siècles et, plus récemment, Kenneth Boulding – provient de la capacité ou pas à dépasser le célèbre problème évoqué par Freud : le principe de désir. Principe de désir qui nous pousse à toujours vouloir plus pour nous plutôt qu'à donner pour l'autre.

Le principe de réciprocité élargie, rendu célèbre par Marcel Mauss, est très clair. Il implique une triple obligation : l'obligation de donner, l'obligation de recevoir et l'obligation de redonner. Il ne s'agit pas de donner en échange d'autre chose. Cela, c'est le troc. Sa pensée est la suivante : je contribue à quelque chose dans le monde, l'autre contribue à quelque chose dans le monde et le monde va nous redonner. Ainsi, nous sommes tous riches. Ce qui veut dire, dans le langage de Kenneth Boulding, qu'on est riche parce qu'on participe à un bien commun, pas parce qu'on reçoit.

On peut même aller plus loin. Cette idée se retrouve dans certaines formulations comme la monnaie verte. Supposons que je vous donne une chemise. Dans l'économie commerciale orthodoxe, on dira que je ne vous donne pas une chemise, je vous la vends. Vous me donnez donc de l'argent. Quel est le sens de cette transaction ? Dans la vision orthodoxe, la transaction est bouclée, il n'y a rien de plus à dire. On est quitte, comme on dit. Mais on peut interpréter la situation différemment : je vous ai donné une chemise, c'est un don. Je dirais, en anglais, un cadeau, un présent. Vous me donnez un billet vert. Pourquoi ? C'est un signe,

comme une affiche sur un mur. C'est le signe que vous avez reçu quelque chose de valeur, quelque chose qui contribue à votre fonctionnement au sein de la société. Vous avez donc le devoir de trouver le moyen de donner aussi, pas forcément une chemise mais peut-être un pantalon, une paire de chaussures ou un peu de travail à un autre membre de la société. Ce dernier mettra, à ce moment-là, un billet vert sur le mur, comme un pense-bête, une reconnaissance, une déclaration publique indiquant qu'il a une dette non pas envers vous mais envers la société. Il est donc censé contribuer à son tour pour continuer.

Le message symbolique porté par ce billet vert est tout à fait différent du rôle qui lui est attribué dans la vision orthodoxe de l'économie. Si je prends les termes de mathématique, de comptabilité nationale... Aucune caractéristique des mathématiques n'empêche l'interprétation que je viens de vous proposer. Ce ne sont pas les mathématiques ou les statistiques qui bloquent cette interprétation, ce sont nos mentalités, nos sentiments et nos habitudes qui empêchent de faire vivre ces pratiques de générosité pragmatique et publique.

C'est dommage, je suis tombé dans une vision utopique. Pourquoi ? Parce que sinon, je sombre dans le cauchemar. Si je ne continue pas à déclarer, à mes étudiants comme à moi-même et à ma fille, qu'il est possible de donner librement, sachant que le reste du vivant, le reste de la planète et les autres dans la société, vont contribuer un peu dans le même sens et que nous allons pouvoir entretenir une société, une économie, avec une certaine dignité, si je ne garde pas cet espoir structuré, je suis très mal, ma fille aussi et vous de même.

Si je reviens sur la question de l'entreprise, je dirais que beaucoup de patrons en France s'intéressent à ce type de raisonnement et d'argument. Ils me répondraient : « Martin, vous savez que nous sommes obligés de nous soucier de la rentabilité de nos entreprises mais nous voudrions bien croire que nos pratiques vont un peu dans ce sens-là. » Ils ne se contenteraient pas de dire, comme M. Friedman, qu'en s'occupant des intérêts de leurs actionnaires, ils apportent automatiquement leur contribution à la société.

Si j'étais Sylvie Fauchoux, je pourrais vous donner des typologies sur les modèles et les pratiques de responsabilité sociétale d'entreprise. Ces typologies montrent une chose. Les entreprises, que ce soit au niveau individuel ou collectif, à travers la législation – très différente selon les pays – et, surtout, à travers les connotations avec le mécénat, la responsabilité verte, la société locale, se donnent beaucoup de peine pour définir en quoi il est possible de concilier obligation de rentabilité et obligation d'être un bon citoyen, un bon voisin, respecté et honorable.

Personne travaillant dans ce milieu ne peut prétendre que tous les patrons sont de méchants cyniques. Il y en a. Toutefois, beaucoup se donnent vraiment la peine de chercher à continuer

le cercle mais ils échouent en grande partie. Pourquoi ? Parce qu'ils se trouvent aujourd'hui à l'intérieur d'une société qui a oublié comment annoncer le complément ou la contrepartie par rapport à ce que j'appellerai gentiment l'imbécillité de Friedman. Il méritait peut-être un Prix Nobel mais pas pour cela, bien que j'aie des doutes. Mais je suis mal placé pour juger. Je dis bien « imbécillité » parce que ce qu'il a dit était certes une provocation mais une provocation, comme on dit en anglais, *too easy, too cheap*. C'est triste. Pourquoi ? Parce qu'il avait intérêt à dire comme ceux qui prétendaient s'inspirer des penseurs de l'économie libérale du XIX^e siècle. Penseurs qui disaient pourtant le contraire. Ces derniers affirmaient précisément que le problème était de réinsérer l'esprit de compétition, la poursuite d'une opportunité dans une responsabilité sociétale plus large, qui n'est pas à déduire de l'intérêt des actionnaires. Friedman a donc complétement renversé le sens de l'argument.

Regardons ce qui se passe en France, un pays que j'ai appris à connaître de façon empirique depuis presque 20 ans, maintenant. Je ne l'ai pas étudié mais je le connais empiriquement, d'après mes compétences ordinaires en sciences sociales. Je dirais qu'il est frappant de constater à quel point on a perdu la capacité d'articuler de manière positive ces formes et pratiques de solidarité, ces formes et pratiques de générosité. Je ne sais pas si c'est d'avoir trop misé sur le gouvernement, sur le célèbre État Providence, ce qui a créé un effet de *carving out*, comme disent les psychologues, c'est-à-dire un effet d'exclusion sur le plan psychologique. Autrement dit, on devient – certains le dénoncent – des assistés en imaginant que ce qui est fourni à l'autre ne vient pas de moi, ne vient pas de nous, mais du gouvernement. Or, qui est le gouvernement, dans ce cas ? Nous sommes finalement démunis, impuissants et incapables de construire une base solidaire. Nous devenons de fait incapables de l'articuler.

Tout cela pour essayer de suggérer très simplement mon positionnement face à la problématique que vous avez inscrite à l'ordre du jour : y a-t-il une place pour l'économie sociale dans les préoccupations du développement durable ? Je crois que ma réponse est claire : oui, il existe un besoin urgent de voir comment les pratiques que vous proposez en termes d'économie sociale peuvent être traduites dans différents domaines d'action. C'est la prise en compte de l'environnement. Cela intéresse ceux qui cherchent de nouveaux modèles pour les services au niveau de l'eau, de la gestion de déchets, du recyclage. Ces domaines ont urgemment besoin d'être repensés comme des opportunités de l'économie sociale, qui intègre dans les circuits de valeur les métiers de service, de recyclage, de récupération de déchets, de traitement de la pollution. Elle ne les considère pas seulement comme des coûts supplémentaires. Le défi est urgent et c'est le bon moment.

Par ailleurs, vous avez annoncé un colloque qui traitera d'un certain nombre de principes et de concepts. Cela m'intéresse beaucoup car c'est une ressource : comment communiquer avec plus de clarté, plus ouvertement, pour réoccuper cet espace public ? Je ne suis pas assez naïf ni assez bête pour dire qu'il suffit que chacun fasse un petit geste de charité pour reconstruire les structures solidaires à l'intérieur de la société. Ce serait évidemment le minimum. Mais il nous faut retrouver le moyen d'affirmer le principe du don et retrouver le sens de ce que nous faisons, les uns par rapport aux autres. Comme je le dis au sein de mon centre de recherches à beaucoup de mes collègues : « Vous travaillez à la maison parce que cela vous convient mais voyez comment votre travail peut contribuer à l'opportunité et aux besoins des autres, y compris à l'intérieur du laboratoire car tout commence là. »

Sur le plan des mentalités, sur le plan cognitif, j'ai un véritable travail à faire parce qu'ils ne voient même pas qu'en se retirant physiquement d'un lieu de travail, ils créent des coûts de transaction, des difficultés cognitives, une absence de partage de sens, toute sorte d'externalités négatives pour le fonctionnement du groupe. Ils ne le voient pas. Je définis donc leur mission et je leur dis de déterminer ensuite leurs propres tâches en répondant à une question : qu'est-ce que je fais chaque jour pour contribuer à rendre possible le travail de l'autre ? On pourrait mener une réforme de l'administration publique sur ce principe.

Je crois en avoir assez dit. J'espère que certaines de mes suggestions seront utiles à la discussion.